



Et maintenant quelle gauche ?

Les élections locales ont confirmé les fortes attentes à gauche. Avec près de 20 000 voix aux cantonales et des dizaines d'élus dans les municipalités, les communistes de Loire Atlantique veulent être utile à une gauche combattive et efficace. Le point avec 3 élus et responsables communistes du département.

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

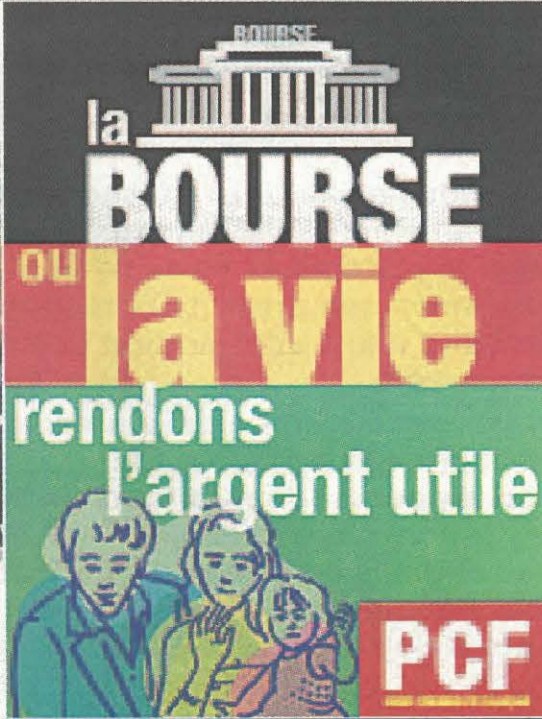
Numéro 847

27 mars 2008

prix : 0,70 €



**Patrons voyous, pollueurs,
ASSEZ !**



■ 2ÈME TOUR

L'analyse des résultats du deuxième tour des élections municipales et cantonales en Loire Atlantique.

P 3

■ PORT AUTONOME

Les négociations en cours seront cruciales pour l'avenir du service public maritime et fluvial. Les salariés sont déterminés à faire reculer le gouvernement

P 5

■ MONSANTO

Marie Monique Robin publie un livre événement sur les pratiques d'une multinationale spécialisée dans les OGM produits toxiques parfois meurtriers

P 6

■ SOUS TRAITANCE

Nouveau scandale de la sous traitance aux chantiers navals.

P 7

■ ROGER DAVID

Retour sur l'élection d'un conseiller général déterminé à défendre les salariés. A peine élu, il s'attaque à Total, responsable de la marée noire de Donges P 3, 7 & 8



L'actualité politique...

EN BREF

Pertes locales pour une défaite globale

Il y avait quelque chose de désuet à voir les ténors de la droite essayer de «re-localiser» des municipales que Nicolas Sarkozy avait tenté, un temps, de «nationaliser». Ainsi, pour Yves Jégo, il s'est agi «d'une élection locale qui s'est jouée sur des critères purement locaux». Peut être, mais encore faut-il accepter qu'avec la perte de 36 villes de plus de 30 000 habitants, la droite ne gère plus que 12 des 37 grandes villes de France. S'il ne s'agit pas d'une défaite des politiques publiques de la droite...

L'orange boudé par les électeurs

NI DROITE, NI GAUCHE..



Au lendemain du 1^{er} tour, le Modem s'est à nouveau retrouvé sous les feux des médias. Malgré un score médiocre à l'échelle de la France, Bayrou s'est à nouveau imaginé en faiseur de roi. Malheureusement, le second tour l'a ramené à une triste réalité : il pèse peu, et bien à droite. La seule victoire significative du MODEM (Mont de Marsan) s'est faite grâce à l'union avec l'UMP. Et lorsqu'il a rallié à la gauche, les résultats n'ont pas été convaincant (à Marseille par exemple). Pire, Bayrou lui-même a été battu à Pau. Triste chronique de la défaite pour le parti centriste. Les élections locales semblent plutôt avoir marqué le retour du clivage droite/gauche.

Une euphorie à moindre prix chez les Verts

Maigre récolte chez les Verts : 4 villes de plus de 15 000 habitants et une dizaine de conseillers généraux dans toute la France. Ce qui n'empêche pas Cécile Dufflot, leur secrétaire nationale de parler de «petite renaissance». Elle y voit même le signal politique du renouvellement.

En matière de signal politique, le maintien des listes vertes contre la liste de rassemblement de la gauche dans une demi douzaine de villes témoignent de l'ambiguïté de positionnement du parti écologiste. Les résultats de Montreuil parlent d'eux même : pour progresser de 10 points au deuxième tour face à la liste Brard, Voynet a fait le plein des voix... de droite !

Sur les 4 villes dirigées par les Verts, 3 ont été prises à des maires communistes. Quand on vous dit que les Verts sont attachés au rassemblement à gauche...

Point de vue

par Aymeric SEASSAU



La sanction annoncée a bien eu lieu. En se reportant massivement sur les listes de gauche, les électeurs ont exprimé de manière forte leur colère face à la politique anti-sociale du gouvernement. Tandis que le patronat s'empêtre dans des affaires douteuses et que Sarkozy fait mine de devenir modeste, c'est une part importante de la population

qui s'est reprise à espérer à

gauche. Les retraités, les salariés en lutte, cheminots, enseignants, portuaires, doivent pouvoir compter sur leurs élus locaux dans les batailles qu'ils mènent. Ils savent les communistes à leurs côtés, mais c'est toute la gauche qui doit se mobiliser pour faire gagner les

luttons dans les institutions. C'est d'autant plus important que la gauche ne s'est pas montrée sous son meilleur jour à l'occasion de ces élections locales. Plutôt que de se féliciter d'une victoire incontestée, il y a matière à s'interroger sur les conditions dans laquelle elle a eu lieu et sur l'image lourde de sens renvoyée aux électeurs de gauche. Ici, c'est le modem qui a été privilégié à l'union de la gauche, là, ce sont

des candidats verts ou socialistes qui se sont maintenus face à un candidat communiste. Certains à gauche ont pris la responsabilité de laisser la droite arbitrer les deuxièmes tours et ce sont avec les voix conservatrices que le maire PS d'Aubervilliers et la maire «Verte» de Montreuil ont été élus contre une liste communiste sortante. De la même manière, les communistes de Loire Atlantique ne pensent pas que la désunion et le combat à gauche ait été utile aux habitants de Saint Malo de Guersac ou de Saint Joachim, ni même la grossière opération de la candidature «dissidente» de gauche sur le canton de Montoir. D'autant que la

fédération du PCF n'a pas ménagé ses efforts autour d'un principe clair : «rassembler la gauche, toute la gauche, rien que la gauche». Les luttes se poursuivent, d'autres élections arriveront vite. La gauche ne peut plus se contenter de victoires de dépit en surfant sur le mécontentement

lié à la politique de la droite. Quel projet de transformation sociale pour le XXI^{ème} siècle ? Quels rassemblements pour quelle politique ? Voilà les questions auxquelles il faudra répondre d'urgence pour permettre à la gauche de gouverner à nouveau. Les communistes, 3^{ème} force politique nationale en présence dans les institutions, sont déterminés à y contribuer !

Les retraités, les salariés en lutte, cheminots, enseignants, portuaires doivent pouvoir compter sur leurs élus locaux

Au travail

Avec la quasi-totalité des régions et une majorité de départements et de grandes villes, la gauche occupe désormais une place incontournable dans les institutions locales. Reste que la droite gouverne, appuyée par une solide majorité parlementaire et la complicité des puissances d'argent.

Dès lors, les signes politiques, les premières décisions prises par les majorités de gauche dans les communes, les instances communautaires et les départements seront particulièrement importantes.

La soif de changement à gauche doit inspirer ces nouvelles majorités. C'est bien sur des ambitions politiques fortes et sur les espoirs de changement que les électeurs se sont exprimés. Le droit au logement, l'accès aux prestations sociales, la capacité des collectivités locales à améliorer le service public d'éducation et au-

delà tous les services publics de solidarités, voilà des domaines où la gauche est attendue de pied ferme. Les élus communistes ont exprimé durant la campagne leur volonté de faire les collectivités locales des espaces de réponses aux besoins des populations, de résistance à la droite et d'élaboration de l'alternative à gauche. Il n'y a pas de temps à perdre pour engager des batailles politiques d'envergure parmi lesquelles celle du financement des politiques publiques par les localités.

Déjà, la droite engage l'offensive politique sur la fiscalité locale des majorités de gauche qui pèserait sur le pouvoir d'achat. Le gouvernement est déterminé à prolonger sa politique fiscale qui étouffe les pouvoirs publics et favorise les grandes fortunes et le patronat. Les collectivités locales de gauche peuvent engager la riposte au gouvernement pour gagner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de politiques publiques à la hauteur des besoins. Si les mairies, les

LES FRANÇAIS ONT MANIFESTÉ LEUR IMPATIENCE



départements, les régions ne peuvent pas panser les plaies ouvertes par la politique de la droite, elles doivent remplir leur rôle avec ambition dans les prérogatives qui sont les leurs et s'inscrire avec détermination dans le débat politique. C'est la condition pour préparer les victoires futures.

De vous à moi...

Rappelez-vous en 2001, la gauche perdait une vingtaine de villes de plus de 20.000 habitants. Une véritable sanction selon la droite. Et en 2008, comment pourrait-on bien juger la perte de 45 villes de plus de 20.000 par la droite ? «Un simple rééquilibrage», selon ses principaux responsables ! Point de sanction mais «un appel des électeurs à une accélération des réformes». Il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Donc il faut accélérer. Ce qui a notamment pour curieuse conséquence de revaloriser le métier de secrétaire d'Etat (+ 6 dans le nouveau gouvernement) au moment même où les postes dans la fonction publique sont en chute libre. Mais là, fini l'ouverture. Ce sont des estampillés UMP qui se taillent la part du lion. Ce qui est curieux c'est que certains d'entre eux, candidats aux municipales et sentant le vent (dé)portant pour l'équipe de Sarkozy, avaient décidé de ranger leur logo tout au fond de leur tiroir. Mais personne ne leur en veut. Surtout pas notre cher Président.

**VITE LU
VITE DIT**

Saint-Nazaire

Avec 40,52% des voix, c'est avec difficultés que Joël Batteux a été réélu à la mairie de Saint Nazaire. Il doit désormais compter avec 4 élus d'extrême gauche, 3 élus UMP mais surtout 7 élus MODEM. Avec 26,76%, le jeune Kevin Izorce, encore inconnu il y a un an réalise une percée. Si l'union UMP-MODEM avait été réalisée, la droite aurait peut être gagné la mairie d'une ville qui met la gauche largement en tête à tous les scrutins.

Pornichet

La greffe d'un maire de droite sur une liste de «gauche» n'a décidément pas pris à Pornichet. Jacques Lambert, le maire sortant, a été sévèrement battu par l'UMP Robert Belliot avec près de 25% d'écart.

Le Croisic

Au Croisic, la liste de gauche conduite par le communiste Patrick Hamon obtient au second tour 21,21% des voix, il y aura donc 3 élus de gauche au conseil municipal pour s'opposer à la droite locale.

Montoir

Avec 50,25% des voix, la liste de rassemblement de la gauche conduite par Michelle Lemaitre obtient une victoire nette à l'occasion d'une triangulaire qui l'opposait à la fois à la droite de Gilbert Lemestre et au «divers gauche» Roger Etogo.

Conseil Général

La gauche fait mieux que confirmer sa poussée du premier tour. A Nantes, il ne reste plus qu'un canton qui n'est pas détenu par un socialiste. La majorité de gauche passe de 35 à 40 membres.

Poussée à gauche pour un résultat contrasté en Loire Atlantique



Le verdict des urnes est tombé : la gauche confirme sa poussée du 1^{er} tour même s'il faut moduler des résultats contrastés. Alors que dès le 1^{er} tour, aux municipales, un grand nombre de villes et localités du département s'était doté de leur municipalité, il restait au second tour un nombre non négligeable de communes dans lesquelles la gauche pouvait nourrir quelques ambitions. Si celles-ci sont confirmées par la conquête

de Thouaré, après Bouaye au 1^{er} tour, dans l'agglomération nantaise, ou encore de Sucé-sur-Erdre après Blain le week-end précédent, on peut toutefois retenir la difficulté du PS à conquérir des villes d'importance comme St-Sébastien ou Orvault et son échec à Savenay et Pornichet, ces deux communes passant à droite. Enfin, le PS (ou ses affidés) ne peut s'enorgueillir de ses conquêtes à St Joachim ou St Malo de Guersac,

prises au PCF, ni de son médiocre résultat à St Nazaire, la liste de Joël Batteux ne l'emportant qu'avec 40,5 % des voix dans une quadrangulaire qui voit l'élection de 4 élus d'extrême gauche, de 7 du Modem et de 3 de l'UMP.

Aux élections cantonales, la droite perd au total 5 sièges au Conseil Général, le PS gagnant 3 cantons (dont 2 personnalités divers gauche) à Nantes 6, St Mars la Jaille et Vallet), 2 autres personnalités «sans étiquette» gagnant St Père en Retz et Machecoul. Ces élections sont en outre marquées par la brillante élection de notre camarade Roger David dans le canton de Montoir malgré une triangulaire imposée par une candidate socialiste et l'entrée à l'assemblée départementale

d'un élu Vert à Saint Nazaire Ouest, cadeau du PS au parti écologiste. La majorité de gauche au département devra ainsi compter sur un nombre croissant d'élus «divers gauche», au détriment des

formations politiques de la gauche, ce qui n'est pas sans interroger. Qu'en sera-t-il ainsi du comportement ultérieur de ces élus, sans parler des 4 élus «sans étiquette» ? A l'évidence, si la gauche veut continuer, dans sa diversité, à gagner des positions en Loire-Atlantique tant aux municipales qu'aux cantonales, il lui faudra se rassembler sur la base de projets progressistes et créer les conditions de la reconnaissance de l'ensemble de ses composantes dans un contexte marqué, en particulier, par la progression du Parti Communiste, en 2008, par rapport aux scrutins de 2001.

YV

Si la gauche veut continuer à gagner des positions en Loire-Atlantique, il lui faudra créer les conditions de la reconnaissance de l'ensemble de ses composantes dans un contexte marqué, en particulier, par la progression du Parti Communiste.

Victoire incontestable de Roger David dans le canton de Montoir

L'élection de Roger David comme conseiller général du canton de Montoir de Bretagne n'était pas gagnée d'avance. D'abord parce que prendre la suite d'un conseiller général sortant n'est jamais chose acquise. Qui plus est lorsqu'il s'agit d'un canton détenu par le PCF.

Beaucoup d'énergie a d'ailleurs été dépensée à gauche pour réduire l'influence du parti communiste dans la région Briéronne.

Ainsi, la candidate «divers gauche» Jacqueline Privé saint-Lanne avait choisi de se lancer dans la course. Femme au parcours politique sinueux (du PCF à la droite pour atterrir au PS), elle n'a pas ménagé ses efforts pour essayer de déstabiliser la candidature de Roger David, allant même jusqu'à présenter son action comme le prolongement de celle de Jean-Louis Le corre !

Prétendument indépendante, il n'aura échappé à personne que certains à gauche, notamment du côté de l'agglomération nazairienne ont voué un grand intérêt à cette candidature.

Candidate de division, Jacqueline Privé Saint-Lanne l'a été jusqu'au bout en se maintenant au 2^{ème} tour.

Bien heureusement, cela n'a pas eu l'effet escompté dans l'électorat de gauche qui s'est massivement rassemblé derrière Roger David, soutenu par la majorité départementale et les maires de Donges, Trignac et Montoir.

Le résultat est sans appel: 50,38% à Donges; 59,18% à Mon-



Roger David avec Jean-Louis Le corre, conseiller général PCF sortant, et les deux nouvelles maires de Donges et Trignac, Annette Auffret et Sabine Mahé.

toir; 59,63% à Saint Malo de Guersac et jusqu'à 66,04% à Trignac. Roger David, qui obtient près de 60% des suffrages aura été le seul à gagner des voix au second tour, reléguant à 20% le candidat UMP qui termine 2^{ème} et la candidate «divers gauche».

Ce résultat a été permis par la campagne militante dynamique et ambitieuse qu'on su animer les militants communistes du canton jusqu'au bout. Il témoigne de l'ancrage à gauche d'un canton qui a à nouveau désigné un conseiller général communiste.

Sous les vivats à la mairie de Montoir, Roger David s'est adressé à la population dès l'annonce de son élection.

Il a tenu à réaffirmer sa volonté de travailler avec chacun des maires du canton pour faire avancer des projets utiles aux populations et à l'emploi, prenant l'exemple de Donges Est. Roger David s'est engagé à défendre les familles populaires et les salariés du canton «qui triment tous les jours» alors que la politique de la droite favorise le capital plutôt que le travail.

Dès l'installation du conseil général, il faudra compter avec une voix nouvelle à gauche.

Un deuxième tour amer pour le PCF malgré un bilan positif

Le premier tour marquait une nette progression du PCF aux cantonales alors qu'il présentait 400 candidats de moins qu'en 2001. Mieux, il était en position de gagner dans plusieurs villes importantes où les candidats communistes avaient témoigné de leur capacité à être les plus rassembleurs à gauche.

Mais c'était sans compter sans les velléités revanchardes des socialistes de Seine Saint Denis, soucieux de mener à bien leur OPA agressive dans un département où l'ancrage des communistes n'est plus à démontrer.

Malgré de timides critiques de leur direction, les socialistes ont maintenu leur liste à Aubervilliers, Bagnolet, La Courneuve et Saint-Denis tout comme Dominique Voinet à Montreuil. Si le PCF gagne l'essentiel de ces duels à gauche, déplorables pour les rassemblements à venir, à Aubervilliers et Montreuil, PS et

Verts ne doivent leur élection qu'aux suffrages d'une droite locale trop heureuse d'avoir l'opportunité de se débarrasser d'une mairie communiste. Au Havre, à Nîmes, à Sète ou encore à Corbeil, c'est division au premier tour n'a pas permis de rassembler suffisamment de voix au second.

Ces fissures dans l'union de la gauche viennent ternir le bon résultat du PCF, unanimement reconnu par une presse plutôt habituée à annoncer son inéluctable déclin au lendemain de chaque élection.

Ainsi, le PCF reste la 3^{ème} force politique française dans les institutions. Ce sont 28 villes de plus de 30 000 habitants et 91 de plus de 15 000 qui ont désormais un maire communiste (5 de mieux qu'en 2001) contre 250 au PS et 4 aux Verts. Le PCF perd la présidence du Conseil général de Seine-Saint-Denis mais gèrera toujours 2 conseils généraux: celui du Val de Marne, et désormais celui de l'Allier.

C'est en laissant la droite arbitrer le deuxième tour que PS et Verts ont pu conquérir 2 villes de Seine-St-Denis.

Le dossier.

Et maintenant quelle gauche ?

Quel rôle pour les communistes après la victoire de la gauche ?

Les élections des 9 & 16 Mars témoignent d'une progression incontestable de la gauche dans le département. Ensemble, les partis de gauche recueillent la majorité des

suffrages en Loire Atlantique. **Dans sa diversité, la gauche est en position de force dans toutes les institutions locales.** L'association Départementale des

élus communiste et Républicains devrait compter près d'une centaine d'élus après installation des groupes.

Une grande partie des mairies, une majorité désor-

mais confortable au conseil général, les hommes et les femmes de Loire Atlantique ont renouvelé leur confiance à la gauche et exprimé leurs exigences de changement.

Quelle ambition pour les élu(e)s de gauche dans le département? NLA donne la parole à 3 élu(e)s et responsable communiste de Loire-Atlantique.

Ils ont dit :

Sabine Mahé,
Maire communiste de Trignac



La « marque de fabrique » des élus communistes Lors de la dernière assemblée générale de l'ANECR, André CHASSAIGNE, son président, a parlé d'« une marque de fabrique » du communisme municipal. Cette expression m'a marquée et depuis j'ai pris un peu de temps pour réfléchir sur ce était cette « marque de fabrique Trignacaise » qui a permis à la liste de gauche d'être élue à 66%. Il y

d'abord la solidarité en actes comme, par exemple, au moment de la rénovation de la superette du centre ville, la demande des communistes qu'on puisse organiser des navettes régulières vers Saint Nazaire pour que les gens – particulièrement les personnes âgées – puissent faire leurs courses régulièrement et l'accord de la municipalité pour trouver les moyens de répondre à cette demande. Je parlerai, ensuite, de la proximité

: aller chez les gens, sonner à leur porte, les écouter, construire ensemble, comme nous le faisons pour la rénovation du quartier de Certé où nous tenons compte des avis que les habitants donnent dans les ateliers auxquels ils participent, comme nous le ferons dans les trois conseils de quartier qui se réuniront régulièrement à Bert, à Certé et au Centre ville.

Il y a enfin ces luttes que nous menons pour la justice et pour la dignité. Contre les expulsions, les coupures d'eau et d'électricité, bien sûr mais pas seulement. J'ai été élué samedi 15 mars à 11 heures 15, ma « marque de fabrique » c'était d'aller, une heure plus tard, avec les militants communistes, à la Maison des Sports de Saint-Nazaire, soutenir les ouvriers grecs de la construction navale en lutte pour obtenir d'être payés par leur employeur !

« Rendre visible la « marque de fabrique » des élus communistes »

Michel Rica,
Secrétaire Départemental du PCF
Conseiller municipal de Nantes subdélégué aux affaires maritimes et fluviales

Les résultats de cette dernière période électorale ont permis de redonner espoir aux femmes et aux hommes de gauche qui souhaitent que les choses bougent dans notre pays, dans nos départements et nos communes.

La première bonne nouvelle de ces élections c'est que la droite perd des villes, des cantons, et par conséquence des conseils généraux, c'est une bonne chose pour les familles populaires, les bénéficiaires des minima sociaux, les personnes âgées.

Il faut malgré tout noter la forte abstention liée en partie à l'expression d'un fort mécontentement de l'électorat de droite vis-à-vis de la politique gouvernementale et plus particulière-



voix obtenues par les candidates et candidats communistes dans la moitié des cantons du département est un résultat très encourageant puisque ce résultat obtenu par le parti communiste représente 15 % des voix de gauche.

« Le PCF représente 15% des voix de gauche dans le département »

ment de Sarkozy. **La deuxième bonne nouvelle de ces élections, c'est que le Parti Communiste, hier enterré, redevient au regard de ces élections locales (cantonales) la troisième force politique du pays avec un score de près de 9 % et, 1 110 000 voix.**

Ce résultat du Parti Communiste est une garantie pour les milieux populaires, les électeurs de gauche, elle permet d'éviter les aventures malheureuses avec le MODEM.

Dans notre département, le score de 7,59% et les 20 000

L'engagement et l'activité des militants et des élus qui vont continuer de s'opposer dans les entreprises, les quartiers, les conseils municipaux, au conseil général comme au conseil régional à la politique de casse de la droite et du MEDEF sont autant de points d'appui pour amplifier l'influence de la gauche dans le département et la région des Pays de la Loire afin de modifier les rapports de force et mettre en œuvre du local au national des politiques véritablement à gauche répondant aux attentes populaires.

Yvon Renevot,,
Secrétaire de la section de Saint-Nazaire du PCF



Les résultats des élections du mois de mars 2008 n'effacent pas ceux du printemps 2007 mais changent le contexte politique à droite comme à gauche.

Les électeurs n'ont pas choisi la voie du la bipolarisation. Ils ont donné des raisons supplémentaires à ceux qui tra-

respect de leurs droits, statuts, conditions de travail. C'est un des messages que doit entendre la gauche. La recomposition de la gauche avec le centre n'est pas non plus encouragée par les électeurs.

Les résultats des élections municipales à Saint Nazaire témoignent

« Aux côtés des salariés en lutte »

vailent au rassemblement pour riposter (contre les franchises médicales, contre la suppression de milliers de postes dans l'éducation nationale, contre le recul du pouvoir d'achat...) de continuer à porter plus fort une opposition frontale, déterminée à la mise en œuvre de la politique de Sarkozy et du gouvernement et d'être toujours aux côtés des salariés en lutte pour le

une attente forte des nazairiens d'être écoutés et d'être associés aux projets pour leur ville.

Les élus communistes travailleront à associer concrètement les nazairiens aux projets pour répondre à leurs attentes et besoins.

L'activité des communistes doit être orientée de façon à permettre l'intervention citoyenne sur toutes les questions.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Dans l'action

Une partie des 600 salariés de la Mutualité Sociale Agricole était en grève le 11 mars pour exiger un meilleur pouvoir d'achat.

35 à 45% des salariés du Crédit agricole, inquiets de leurs conditions de travail, étaient en grève le 12 mars

La colère des soignants dans les résidences pour personnes âgées dépendantes d'Orvault et Rezé s'est exprimée le 13 mars. En cause : le manque de personnel.

Les salariés du commerce, dans l'action du 17 au 24 mars à l'appel de la CGT, pour revendiquer des hausses de salaires, défendre l'emploi et s'opposer au travail le dimanche.

L'intersyndicale de l'Education du second degré a appelé le personnel à manifester le 18 mars pour l'emploi public dans l'Education, sur la revalorisation du métier enseignant.

Grève le 18 mars au centre financier de la Banque Postale contre les 80 postes menacés par la recherche de compétitivité des centres.

29 mars : journée nationale d'actions à l'appel de la CGT, FSU SUD pour l'avenir des retraites et le pouvoir d'achat.

Le 5 avril : mobilisation nationale de soutien aux sans-papiers.

Le 9 avril à St Nazaire les syndicats CGT - CFDT - UNSA - Solidaires du département 44, les syndicats CGT de EADS appellent à une mobilisation pour un véritable développement de l'emploi, de nos capacités industrielles et du pouvoir d'achat.

Pour des salaires équitables

Les salaires et le pouvoir d'achat sont une des préoccupations majeures des citoyens européens. La Confédération européenne des syndicats a décidé d'organiser une Euro-manifestation le 5 avril prochain à Ljubljana (Slovénie) pour demander une augmentation des salaires. La CGT y sera présente

Pas par quatre chemins

Le «rôle social» de la Poste menacé par la cour des comptes qui accuse les bureaux de poste d'être «un handicap» concurrentiel pour la Banque postale. L'objectif du PDG de la Poste de ne garder que 3000 bureaux de plein exercice vient de trouver un précieux soutien.

Pratiques condamnées

Le conseil de Prud'hommes de St-Nazaire vient de condamner la direction de la poste pour utilisation abusive de CDD (117 en 10 ans).

Ni pauvre Ni soumis



La situation est grave pour des centaines de milliers de personnes en situation de handicap, atteintes de maladie invalidante ou victimes d'accident du travail, qui ne peuvent pas ou plus travailler. Elles sont condamnées à vivre toute leur vie sous le seuil de pauvreté. Le mouvement «Ni pauvre, ni soumis» organise une

marche citoyenne pour exiger l'urgence d'un revenu d'existence décent le samedi 29 mars 2008. Vous pouvez signer la pétition sur le site : nipauvrenisoumis.org

16 %

C'est le taux de pauvreté chez les plus de 65 ans alors qu'il était de 14% en 2004.

Emploi

Les non-titulaires, en majorité des femmes, représentent 15% des effectifs de la fonction publique.

Pas à vendre

Le gouvernement, en faisant allégeance au MEDEF, attaque de front la nature des emplois portuaires, publics ou privés, leurs statuts. Ce qui est visé, c'est d'utiliser ces emplois, les conditions sociales des salariés comme seul levier d'abaissement des coûts portuaires dans une recherche de compétitivité en faveur des armateurs maritimes et logisticiens de transport. Le 1^{er} ministre annonce le transfert des activités de manutention à des opérateurs privés. C'est un postulat totalement inacceptable qui porte en lui les germes d'une privatisation totale des ports avec, à l'arrivée, des outils d'intérêt général livrés à une maîtrise privée. Menés au nom du «manque de productivité» qui serait «la faiblesse» des ports autonomes, ces changements seront proposés à l'Assemblée Nationale dans les jours à venir.

«Semaine cruciale» : annonce la CGT des personnels du Port Autonome Nantes/St-Nazaire qui refuse le scénario de cette réforme portuaire d'envergure. Ils ont pris leurs responsabilités et pour laisser place à la concertation et aux négociations, ils ont suspendu des mouvements de grève. Ils ont ainsi montré qu'ils étaient disponibles pour travailler au plan de relance des ports autonomes mais pas en bradant ses ports aux privés. Une rencontre avec le secrétaire d'Etat à la Mer, D. Busserieu, était prévue le 18 mars. Soit il valide le processus de négociations et annonce que les mesures législatives sur les transferts des hommes et des outillages sont suspendues, soit il reste dans la même logique de grande braderie.

Dans ce dernier cas, la lutte de tous les personnels sera nécessaire. Après avoir remporté une victoire sur l'Europe libérale avec le rejet de la directive sur les services portuaires, ils vont résolument s'engager dans le refus d'une réforme dont le socle prend sa source dans la même approche dogmatique d'un libéralisme à tout crin.



Nos vies en solde !

La baisse du pouvoir d'achat des ménages est un véritable problème aujourd'hui. Nombreux sont ceux qui l'expriment dans l'action : les retraités, les salariés de la MSA, du commerce, et d'Aker Yards ou encore de la Fonction Publique... Les chiffres sont parlants : 30% des salariés gagnent moins de 956euros net par mois pour les hommes et 617euros pour les femmes. Depuis ces 20 dernières années, les patrons ont récupéré sur les salarié-e-s plus de 170milliards d'euros par an sur la plus value issue du travail. Plus de 7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 16% des plus de 65 ans. Au 1^{er} janvier de cette année, la revalorisation des pensions n'a été que de 1,1%, soit en deçà du taux d'inflation.

A cela, nous ajoutons la hausse des prix et l'inflation : de 2001 à 2006, la visite chez le médecin a augmenté de 20%, l'essence de 22%, le fuel domestique +66%. Les loyers n'ont cessé de progresser de près de 3% par an. Et plus le revenu est faible, plus est important le poids des consommations obligatoires : loyer, alimentation, énergie, entretien de la voiture, assurances, santé....

Rien n'est proposé pour compenser cette inflation. Depuis 6 ans, en matière de logement, les gouvernements de droite s'en sont tenus à bloquer les APL. Il refuse aujourd'hui de répondre à la demande urgente des associations de consommateurs de mettre en place un dispositif de modulations des taxes (TIPP et TVA) appliquées aux carburants. Autre solution préconisée est d'exiger de

Total aux bénéficiaires vertigineux de modérer ses prix à la pompe. Au moment où les banques jouent à coup de milliards sur les places boursières, il est urgent de rappeler que ces masses colossales d'argent pourraient sortir les ménages de la misère. L'intensification des réformes libérales prônées par le pouvoir français ne fait qu'aggraver cette situation.



Besoin de changement de cap !



Les orientations de la Direction du Fret vont à l'encontre de la réduction des flux routiers et du développement durable. La CGT- cheminots et Sud rail estime que la SNCF envisage de supprimer, dans les 3 ans à venir, 6000 emplois dans sa branche Fret pour réduire les coûts d'exploitation et placer l'activité du Fret de la SNCF sur la voie de la privatisation. Ce dégraissage des effectifs s'accompagnera de la fermeture de 500 gares de fret. Dans le même temps, sont également visés la remise en cause des conditions de vie et de travail des cheminots et de leur statut. Sous le prétexte de la concurrence, la Direction SNCF défie le «Grenelle de l'Environnement» en reportant de nombreux trafics sur la route dont celui de matières dangereuses il y a peu. Or, le mode ferroviaire est un mode de transport pertinent face aux exigences de développement durable dans sa dimension sociale, économique

et environnementale. Pour éviter le scénario du pire, les cheminots se mobilisent pour empêcher que la SNCF soit conduite sur les voies du libéralisme économique, aux antipodes des réponses que doit apporter le Service Public ferroviaire aux usagers et à la collectivité nationale. D'autres solutions sont possibles, la SNCF est un opérateur public implanté sur tout le territoire apte à relever les défis du transport des marchandises en France. Le mode alternatif à la route qu'est le Service Public SNCF doit être encouragé et soutenu. Dans notre région, le Fret ne représente que 1,50% des transports de marchandises ; n'y a-t-il pas à développer ce mode de transport ? «L'intervention publique est indispensable pour inciter les chargeurs et les industriels à réfléchir en commun à leurs transports.» affirme la CGT, pour promouvoir une politique multimodale des transports des marchandises.

Evènements, culture, idées.

Le dernier roman de J. Saramago Petits arrangements avec la mort

Pour J. Saramago, prix Nobel portugais de littérature, «c'est le livre le plus amusant que j'ai écrit sur un sujet aussi imposant». A 86 ans, il n'a rien perdu de sa faconde, de son style narratif si particulier - tout à la fois fluide, dense et sinueux - et de sa liberté de ton. D'où ce roman «jubilatoire» où la mort occupe le premier rôle.

Dans un précédent roman (La Lucidité, 2006) il imaginait qu'aux élections, c'était les votes blancs qui l'avaient emporté. Cette fois, dans un autre pays inconnu, une monarchie parlementaire, alors que les douze coups de minuit annonçant «l'an neuf» viennent de retentir, tout ce que le royaume compte en vieillards, accidentés et malades en phase terminale, dont la reine-mère, sont contre toute attente maintenus étrangement en vie. Le rêve millénaire d'éternité semble se réaliser et la nouvelle de la mise en panne de la mort gagne toute la population qui en pavoise d'aise. Car «celui qui n'expose pas le drapeau immortel de la patrie à sa fenêtre ne mérite pas de rester vivant. Ceux qui ne brandissent pas bien haut le drapeau national sont des vendus à la mort», même si «quelques rares personnes murmuraient à voix basse que tout cela était exagéré». Etrange écho de notre propre actualité.

Mais ce rêve tourne en fait très vite au cauchemar. Pour l'Eglise tout d'abord, vieille tête de turc de Saramago, qui perd là sa principale raison d'être. «Sans mort il n'y a pas de résurrection, et sans résurrection il n'y a pas d'église,

mort est absolument fondamentale pour l'avènement du royaume de dieu et par conséquent toute discussion sur un avenir sans mort serait non seulement blasphématoire, mais également absurde», le gouver-

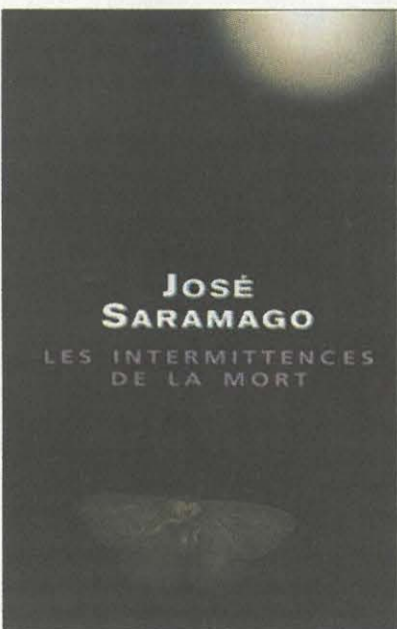
nement pactise secrètement avec la «maphia» locale - avec «ph», pour ne pas la confondre avec l'autre - qui organise discrètement des voyages ad patres vers les pays frontaliers voisins où la mort sévit encore.

Et le pays s'enfonce dès lors dans une crise sans précédent, diplomatique, économique, sociale, et même politique quand,

face à un roi désormais éternel, les tenants de la République réclament l'instauration d'un nouveau régime. Mais six mois plus tard, par une lettre violette lue par directeur de la télévision nationale, la mort annonce qu'elle va mettre un terme à cette expérience si fâcheuse. Consciente de la «brutalité indécente» à retirer la vie sans crier gare, elle précise cependant qu'elle y mettra désormais les formes, en adressant une lettre huit jours avant l'échéance fatale, afin que chacun puisse «mettre de l'ordre dans ce qui lui reste de vie,

rédigé son testament, dire adieu à la famille, lui demander pardon pour le mal commis ou faire la paix avec le cousin avec qui on avait coupé tous les ponts». Passé l'émoi et l'hécatombe des premiers jours - quand bien même, écrit Saramago, «la mort, par elle-même (...) a toujours beaucoup moins tué que l'homme» - tout semble rentrer dans l'ordre. Lorsqu'un nouvel épisode étrange vient à contrarier notre héroïne, qui signe ses missives d'un «m» minuscule pour la distinguer de la Mort absolue. Sans raison, une lettre lui est retournée. Se sentant bafouée, sinon humiliée, la mort, prenant l'apparence d'une femme, décide d'abandonner son bureau et sa faux pour enquêter sur cet homme, violoncelliste de son état, qui traite l'annonce de son triste sort par un tel mépris. Jusqu'ici social, politique et philosophique, ce conte à la fois philosophique et fantastique s'achève alors par un singulier face-à-face, intimiste et émouvant. Un combat entre Eros et Thanatos que livre avec maestria un romancier malicieux et virtuose qui sait se jouer de tous les paradoxes et «tire la langue à la mort» par un inattendu hymne à la vie.

J. Saramago, «Les intermittences de la mort», Seuil, 2008, 240 pages, 20€.



LIRE

Marie-Monique Robin Le monde selon Monsanto

Fruit d'une enquête exceptionnelle de trois ans sur trois continents, ce livre reconstitue la genèse d'un empire industriel, qui, à grand renfort de rapports mensongers, de collusion avec l'administration nord-américaine, de pressions et tentatives de corruption, est devenu l'un des premiers semenciers de la planète. Il paraît en parallèle de la diffusion d'un documentaire exceptionnel, réalisé par l'auteur et produit par Arte.

Implantée dans quarante-six pays, Monsanto est devenue le leader mondial des OGM, mais aussi l'une des entreprises les plus controversées de l'histoire industrielle avec la production de PCB

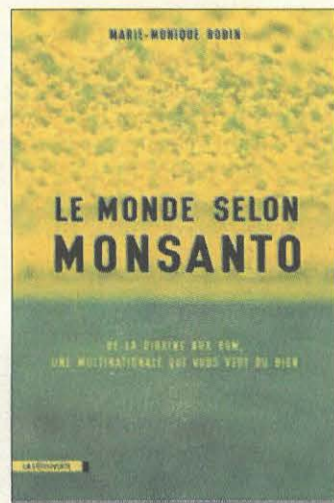
(pyralène), d'herbicides dévastateurs (comme l'agent orange pendant la guerre du Viêt-nam) ou d'hormones de croissance bovine et laitière (interdites en Europe).

Depuis sa création en 1901, la firme a accumulé les procès en raison de la toxicité de ses produits, mais se présente aujourd'hui comme une entreprise des «sciences de la vie», convertie aux vertus du développement durable. Grâce à la commercialisation de semences transgéniques, elle prétend vouloir faire reculer les limites des écosystèmes pour le bien de l'humanité. Qu'en est-il exactement ? Quels sont les objectifs de cette entreprise, qui, après avoir longtemps négligé les impacts écologiques et humains de ses activités, s'intéresse tout à coup au problème de la faim dans le monde au point de se donner des allures d'organisation humanitaire ?

Résultat d'une enquête de trois ans qui a conduit Marie-Monique Robin sur trois continents (Amérique du Nord et du Sud, Europe et Asie), ce livre retrace l'histoire fort mal connue de la compagnie de Saint-Louis (Missouri).

Et il révèle notamment le rôle joué par Monsanto dans le formidable tour de passe-passe qui a permis l'extension planétaire des cultures OGM sans aucun contrôle sérieux de leurs effets sur la nature et la santé humaine.

Marie-Monique Robin, «Le monde selon Monsanto, De la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien», La Découverte, 2008, 372 pages, 20€.



VOIR...



Retour de l'éléphant à Nantes...

La vision d'un éléphant de 12 mètres de haut en marche est saisissante, pour les petits comme les grands enfants ! Sortant de la grande nef, le pachyderme fait monter une trentaine de passagers dans son ventre et sur son dos pour un impressionnant parcours sur l'île de Nantes. Si le parcours à bord est payant, le beau spectacle est gratuit lui, ainsi que la promenade sur les quais panoramiques de l'île de Nantes et leurs cercles colorés de D.Buren.

Visite de la Galerie ou Voyage en Eléphant : Adulte : 6€, Enfant et Réduit : 4€50 Réouverture du 5 mars au 11 avril 2008 : de 14 à 18h du mercredi au vendredi, et de 14 à 19h samedi et dimanche.

MÉDIAS

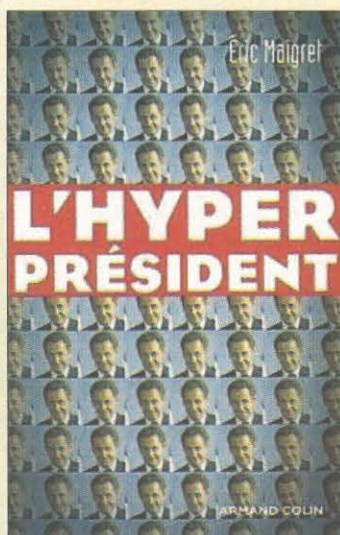
L'hyper-président

Contrainte nous est faite de visionner, en boucle, la vidéo présidentielle avec ses séquences déjà «cultes» : Sarkozy - Jaurès - Môquet, Sarkozy - In-Love et, enfin, Sarkozy - alors - casse-toi-pau'-con !... Sarkozy est bien un «Hyperprésident» aux identités démultipliées, dont l'avènement est célébré ou critiqué selon ses observateurs, séduits ou horrifiés.

Homme de pouvoir d'un genre nouveau, il est le produit d'une époque qui

réclame les people autant qu'elle les dévore. Cette énergie, ce goût du contact et cette mise en scène du pouvoir, sont les outils d'un projet politique sur le fil du rasoir, s'adressant à une France gravement ankylosée. «Sarkozy perçoit le manque de proximité que les citoyens ressentent à l'égard de la politique, il le pallie en dilatant son Moi d'Hyper-président». Sorte de grille de lecture du sarkozisme, ce livre cherche à nous faire mieux comprendre ce qui se passe avec Sarkozy. Après les dirigeants télévisuels qui s'adaptent au fonctionnement des médias, après les

leaders manipulateurs qui les utilisaient, Sarkozy est une création de la troisième vague télé-



visuelle : il n'est pas seulement un «bon-client» des médias, il est

devenu lui-même un média grand public, proposant un bouquet de programmes accessibles en zapping à tous, mélangeant exacerbation des passions et contenus idéologiques.

Hyperactif, ne vient-il pas au devant de l'impatience sociale ? N'est-il pas finalement que le sous-produit d'une époque qui, de plus en plus, confond des mondes jusqu' alors séparés : politiques, culturels, médiatiques, privés et publics ?

Un essai toujours brillant et souvent suggestif.

E. Maigret, «L'Hyper-président», Ed. A. Colin, février 2008, 157 pages, 15€.

près de vous

Le Croisic

Construire l'avenir

Notre liste Le Croisic Solidarités a obtenu 624 voix soit 23,65%. En 2001, la liste d'opposition avait obtenu 448 voix, soit 20,70%. C'est donc près d'un quart de la population qui nous a fait confiance. Ce constat nous permet d'espérer pour l'avenir, d'autant que les deux maires adjoints de droite qui se sont entredéchirés en campagne n'ont eu de cesse de promettre ce qu'ils n'ont pas réalisé durant leurs 13 années de mandature ! Nous aurions pu faire davantage, les résultats de la gauche aux cantonales le prouvent (Adeline LHOEN, Pierre LE BERCHE et Philippe ROMILLAT ont rassemblé 42,71 % des suffrages exprimés). Pour autant, ne minimisons pas notre résultat car le gain de près de 200 voix par rapport à 2001 nous permet d'avoir un siège de plus au conseil municipal. Autre motif de satisfaction, nos trois réunions publiques qui ont rassemblées plus de 400 personnes. Nous avons d'ailleurs décidé de réunir régulièrement les Croisicais pour les informer de notre travail au conseil municipal et les impliquer dans les grands dossiers que nous allons défendre dans les mois à venir (logement social, défense de la pêche, maintien de la criée... Dès aujourd'hui, nous nous mettons au travail afin de préparer l'avenir, mais aussi afin de faire entendre la voix de la gauche au Croisic.

Patrick Hamon

Nantes

Les délégations

Raymond LANNUZEL : Maire adjoint : transports et déplacements, travaux
Delphine BOUFFENIE : Maire adjointe : intégration, égalité, citoyenneté
Jean-Jacques MOREAU : conseiller municipal : sports scolaire et universitaire
Marie-Annick BENATRE : conseillère municipale : travaux sur l'espace public
Michel RICA : conseiller municipal : affaires maritimes et fluviales

Saint-Nazaire

Les délégations

Alain MANARA : Maire adjoint du Quartier Nord, membre du CA de la SILENE
Jeannine HOTTELARD : Maire adjointe aux Affaires Sociales
Christian SAULNIER : Conseiller municipal à la propreté publique, syndic de Brière, membre du CA de la STRAN
Emmanuelle BIZEUL : Conseillère municipale déléguée au commerce et à l'artisanat

NLA

La Fête

Elle aura lieu les 10 et 11 mai au parc paysager de Saint Nazaire
Meeting : André CHASSAIGNE, Présidente de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains,
Spectacle : La Compagnie Jolie Môme

L'invité

Nantes

Des élus communistes pour un bon ancrage à gauche

Les élus communistes participent à la majorité municipale depuis l'élection de Jean-Marc Ayrault, en 1989. La liste «Nantes et plus» conduite par le maire de la métropole de l'ouest a été élue au premier tour. 5 communistes siègent dans le nouveau conseil municipal. «**Nous sommes la garantie d'un bon ancrage à gauche**» ai-je précisé dès la première séance. En presque vingt ans de participation à la gestion de la ville, nous avons été des partenaires toujours très attentifs à ce que les orientations municipales soient bien en adéquation avec les attentes sociales et populaires. Nous avons ainsi été les vigoureux défenseurs d'une politique de développement économique et de l'emploi qui prenne appui sur les atouts industriels de la région et de l'agglomération (Airbus, le port...). Nous avons plaidé en faveur d'une politique d'investissement et de développement des services publics. Cela nous a amené, par exemple, à nous opposer à la création d'une Société d'Economie Mixte (SEM) pour la gestion du château des ducs de Bretagne, à refuser, dans les écoles, les études payantes du soir... L'apport des élus communistes a été particulièrement décisif dans la mise en place de structures de démocratie participative avec, notamment, la création du conseil nantais de la citoyenneté des étrangers. Au sein de Nantes Métropole, nous appuyant sur les acquis de la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (loi SRU), nous avons innové en proposant de moduler la dotation de solidarité communautaire reversée aux communes suivant que ces dernières réalisaient ou non l'objectif des 20% de logements sociaux dans leurs constructions neuves. Particulièrement engagés dans le développement des transports en commun, nous avons été à l'origine, à l'échelle de la communauté urbaine, de la fixation à leurs taux maximum du Versement Transport et de la Taxe Professionnelle Unique.



Raymond Lannuzel
Maire adjoint, Président du groupe communiste des élus communistes

L'activité

Donges

Poser les questions qui fâchent

Dimanche 16 mars, à la raffinerie de Donges, un tuyau d'alimentation de fuel lourd s'est rompu alors qu'un bateau était en cours de ravitaillement. 400 tonnes de mazout se sont échappées. Une centaine de tonnes se sont déversées dans la Loire polluant l'estuaire et la côte jusqu'à Saint Nazaire et Saint Brévin. Le ministre de l'environnement faisant un rapide tour sur place a déclaré qu'«**on en tirera la leçon pour demain**» allant jusqu'à mettre en cause le développement du port. «**Il aura fallu attendre plus de 24 heures, pour être informé par la presse**» regrette Roger DAVID. Le nouveau Conseiller général remarque que «**les profits financiers, générés par Total**» devraient lui donner les moyens «**d'anticiper ce type de risques**». «**Il est nécessaire de souligner la lourde responsabilité de Total dans cette nouvelle pollution et de poser les questions qui fâchent ! En effet, comment peut-on expliquer que l'usure de la canalisation incriminée n'ait pas été repérée et réparée alors qu'elle est située en bord de Loire et qu'elle est utilisée très régulièrement pour le ravitaillement ?**» ont souligné, de leur côté, les élus communistes et républicains de la CARENE.

Trignac

Sabine Mahé : «nous allons retourner chez les gens»

Ce n'est pas sans émotion que Sabine MAHE a succédé à Jean Louis LE CORRE, dans la matinée d'un samedi 15 mars qui fera date dans la cité. «**Nous n'allons pas rester dans la mairie jusqu'en 2014**» a prévenu, la jeune femme à peine élue. «**Nous allons rapidement retourner chez vous... Nous voulons favoriser partout le dialogue, la concertation et la participation active de chacun à la vie de la cité, en n'hésitant pas à sortir des sentiers battus**». Proximité, écoute, amélioration de la vie quotidienne sont les idées fortes mises en avant par une municipalité qui aura deux femmes à sa tête puisque c'est Karina ANDRE, 36 ans qui sera la première adjointe. Nous n'oublions pas les luttes, a prévenu Sabine MAHE rappelant qu'à «**Trignac on sait bien et depuis longtemps qu'il faut lutter plus pour gagner plus**» ! A Jean Louis Le CORRE qui espérait prendre une retraite méritée, qui «**voulait poser son sac**», la nouvelle équipe propose «**d'en prendre un, un peu plus léger**» et, en devenant Maire honoraire de poursuivre ensemble le chemin.



Saint-Nazaire

Les esclaves des temps modernes

Trois salariés grecs en grève de la faim à la mairie de Saint-Nazaire pour obtenir leurs salaires 60 ouvriers polonais qui travaillent 55 heures par semaine au tarif horaire de leur pays d'origine, les rejoignent parce que leur entreprise en faillite, qui ne les a pas payés depuis des semaines et les abandonne à leur triste sort dans leur camping de Saint-André-des-Eaux... Les «**montages exotiques**», cet esclavage moderne source d'énormes profits pour Aker Yards et ses sous-traitants, se multiplient de nouveau dans la construction navale nazairienne sans que les pouvoirs publics ne lèvent le petit doigt. «**Aker doit imposer des normes sociales lors de la passation des marchés. Il doit absolument imposer des clauses de sauvegarde afin de protéger les salariés en cas de sous-traitants défaillants**» exigent les communistes nazairiens et leurs élus activement mobilisés contre ces pratiques moyenâgeuses «**de non droit social**». «**Aujourd'hui, dans l'Europe que Nicolas Sarkozy va présider au prochain semestre, un nouveau pas est franchi par la sous-traitance un bras de fer pour tenter d'obtenir une jurisprudence autorisant les entreprises françaises à recruter des ouvriers étrangers qui travailleront sur le sol français aux conditions de leurs pays d'origine. C'est inacceptable et cela doit être résolument combattu**» affirme Christian SAULNIER, jour et nuit aux côtés des travailleurs en lutte depuis la première heure.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Section de Rezé sud Loire

Réunion du comité de section le jeudi 27 mars à 18H30 au siège de la section. Pot de l'amitié suite aux élections le samedi 29 mars à 11H00, salle Moyano à la Mairie de Rezé.

Section de Saint Nazaire

Assemblée générale des communistes, le jeudi 27 mars à 18H30, salle Avalix à St Nazaire..

Section de Nantes

Assemblée générale des communistes, le jeudi 27 mars à 18H30, à la Fédération.

Fêtes des Nouvelles de Loire Atlantique

Les 10 & 11 MAI, Parc Paysager de Saint-Nazaire avec cette année un programme renforcé dès le samedi soir. Pour toute information, contactez la fédération (0240350300)

■ Roger David : « Le respect de la dignité et du droit du travail ne sont pas négociables »

Dès l'installation du conseil général, Roger David s'est attaqué aux dossiers chaud du moment en faisant part de son émotion et de son indignation: « émotion quant à la pollution au fuel lourd générée par la Raffinerie de Donges nouvelle atteinte à l'environnement », « indignation concernant la situation, de plusieurs dizaines travailleurs étrangers, qui travaillent aux Chantiers Aker Yards »



Pour le nouvel élu communiste: « Il aura fallu attendre plus de 24 heures, pour être informé par la presse de la pollution provoquée par la rupture d'une canalisation d'alimentation en fuel lourd d'alimentations des réservoirs de navires. 400 tonnes de fuel lourd déversé dans la partie de l'estuaire maritime, est une atteinte grave à l'environnement, source de destruction de la faune et de la flore et de la biodiversité.

Le choix TOTAL de rembourser les frais de nettoyage occasionnés par le nettoyage et ses excuses sont la moindre des choses, il faudra aussi indemniser tous les usagers victimes de cette pollution comme les pêcheurs en Loire. TOTAL n'est plus au dessus des lois, le jugement de la catastrophe de l'ERIKA et sa condamnation pour préjudice écologique et moral sont là pour nous le rappeler.

Je demande à Monsieur le Sous Préfet de saint Nazaire, de réunir dans les meilleurs délais, la Commission Locale d'Information et de Concertation, afin de recevoir toutes les informations nécessaires, connaître les caractéristiques du fuel déversé et les moyens mis en œuvre pour dépolluer. Il conviendra aussi de préciser si les procédures ont été respectées.

D'une façon générale, je crois que les profits financiers, engrangés par TOTAL, font que ce groupe est en capacité d'anticiper ce type de risque et investir les moyens nécessaires. »

Concernant le nouveau scandale de la sous traitance aux chantiers navals, le Syndicaliste et retraité des Chantiers de l'Atlantique et de la « SEMT Pielstick » aujourd'hui Man Diesel, a tenu à faire part de son indignation.

Pour lui, « Le respect de la dignité et du droit du travail ne sont pas négociables. » Roger David a donc apporté son soutien « aux travailleurs grecs, bulgares et polonais » estimant qu'« Aker Yards banalise le fait que le territoire des Chantiers soit devenu une zone de non droit en tolérant ces agissements illégaux. Face aux promesses orales non tenues, il conviendrait que Monsieur le Sous Préfet fasse appliquer le droit. »

Concluant son intervention, Roger David a exprimé le souhait que le Président du Conseil Général soit le porte parole des élus « pour que ces événements ne puisse pas ternir l'image du département que les fautifs soient sanctionnés et que les salariés soient respectés dans leur dignité et leurs droits. »

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

■ Ensemble pour l'avenir des retraites

« A quel âge pourrais-je partir ? » - « Quel sera le niveau de ma pension ? »

Ce sont les interrogations et inquiétudes de trois salariés sur quatre. Les jeunes se demandent tout simplement si pensions et retraites existeront encore dans vingt ans...

De mars à mai s'ouvre une nouvelle phase de discussions avec le gouvernement sur l'avenir de notre système de retraite. Il veut confirmer les orientations tracées en 2003 : allongement à 41 ans de la durée de cotisation et baisse du niveau des pensions. Il veut mettre en cause le dispositif de départ anticipé longues carrières. Il prépare un nouveau projet de loi pour le mois de juin. De son côté, le MEDEF fait monter les enchères en proposant de reculer le droit à la retraite à 62 ou 63 ans et de réduire la contribution des entreprises au financement des retraites.

Tous les salariés sont concernés et les femmes déjà particulièrement pénalisées, le seront encore plus.

Les UD CGT - FSU - SOLIDAIRES estiment que la meilleure façon d'aborder de telles échéances est d'exprimer dès à présent les revendications de tous, actifs et retraités. Elles appellent à manifester

**Samedi 29 mars
Nantes - Place du Commerce à 14h30
St- Nazaire - Place des Droits de l'homme à 14h30.**

Espace jeunes



Le logement : un combat fondamental

Par Alain Bourdeau

En France il y a 3 millions de mal logés. Un français sur deux a peur

de perdre son logement. C'est bien là le symptôme d'une crise grave, d'un avenir plus qu'imprévisible. Le logement représente 11% du budget pour les classes les plus riches tandis que 25% du budget des classes populaires sont consacrés à l'habitat. Les loyers chers, la spéculation immobilière, le

pouvoir d'achat en forte baisse, la précarité, le chômage vont encore causer cette année l'expulsion de 100 000 familles. Parmi les principales victimes de cette crise du logement : les jeunes. La forte augmentation du nombre d'étudiants, l'exigence d'une mobilité de plus en plus grande, entraînent des besoins croissants. Cerise sur le gâteau, sainte Christine Boutin est ministre du logement. A l'entendre, « pour aller au paradis il faut souffrir ! ». A moins que la bible ne serve de toit, on ne trouve pas dans ses plans la construction massive de logements sociaux, de cités étudiantes, l'augmentation des APL ou une intervention sur les prix exorbitants du mètre carré. D'ailleurs plus le loge-

ment est petit, plus le mètre carré est cher. Quand la bourgeoisie est aux affaires: plus on est riche moins on paye ! Les travailleurs et étudiants campeurs, voir squatteurs, ne peuvent s'attendre à démonter les tentes et à retirer les cousins des banquettes arrières des voitures tant que la politique nationale du logement sera entre les mains de ceux qui n'ont dans la tête que les réductions des dépenses sociales et les cours de la bourse. Ce n'est pas le cac 40 qui doit détermi-



ner le prix à payer pour vivre au sec et au chaud ! Face à l'urgence, c'est avec détermination, avec l'intervention d'élus qui centre leurs actions autour des préoccupations populaires, que nous

devons continuer à nous battre contre les expulsions, pour le gel des loyers, pour la construction massive d'habitats et pour que chacun puisse vivre dans un logement décent.